

Initiatives ministérielles

niversité, cela est tout comme une compression, parce qu'il en souffre tout autant que si le gouvernement avait largement coupé dans le financement de l'université.

Je vois que je n'ai presque plus de temps. Il reste tellement de choses à dire. Nous pourrions parler longuement du budget. Tout à l'heure, le député d'Ontario se vantait de ce budget très bon pour les affaires. Selon lui, toutes ces compressions allaient transformer les citoyens de l'Ontario, et même tous les Canadiens, en une nation de travailleurs efficaces et productifs.

C'est ainsi que nous raisonnons depuis la naissance de notre pays. Nous donnons généreusement aux sociétés et aux entreprises pour les encourager et qu'en reste-t-il? Nous sommes aux prises avec un pays en faillite, de toute évidence. Quatre cent milliards de dollars, c'est beaucoup d'argent. C'est là le problème. Nous avons donné de l'argent à ces financiers et ça ne nous a pas aidés du tout. Voici ce qu'on pouvait lire dans un éditorial du *Saskatoon Star-Phoenix* au moment même où il était proposé de réduire les prestations de l'assurance-chômage. On pouvait lire la question suivante: Croyez-vous vraiment que c'est en favorisant les bien nantis qu'on va améliorer la situation financière et économique de notre pays? Non, évidemment. L'erreur de notre pays et des économistes au sein du gouvernement a été de donner trop d'argent aux sociétés et aux financiers, qui l'ont empoché et qui ont pris la fuite.

• (1800)

On devrait donner l'argent aux petits entrepreneurs, qui ne peuvent pas s'enfuir à l'étranger—ma foi, je suppose qu'ils le peuvent, mais ils ne le veulent pas. Ils veulent rester au Canada et créer des emplois dans les localités canadiennes. Il est certes évident que c'est ce qu'ils font. J'estime qu'il est grandement temps de cesser de favoriser les bien nantis. Je souhaite seulement que, en cette fin du XX^e siècle, le gouvernement se réveille et comprendra que cela ne fonctionne pas. Cela n'a jamais fonctionné. Cela n'a certes pas fonctionné dans les années 30 et cela ne fonctionne pas davantage aujourd'hui.

Monsieur le Président, combien de temps me reste-t-il?

Le président suppléant (M. Paproski): Le député dispose encore de trois minutes.

M. Fisher: Oh, trois minutes. Parfait, c'est merveilleux. J'ai juste le temps de raconter une blague.

J'ai déjà étudié la théologie au sein de l'Église unie. Une blague circulait alors parmi les théologiens au sujet d'un ministre de l'Église unie qui était allé à Las Vegas. Les ministres et les membres de l'Église unie en général ne sont pas des amateurs de jeux de hasard, mais ce ministre-là allait jouer à Las Vegas en étant persuadé qu'aucun de ses paroissiens n'était dans les environs.

Il se disait: «Je vais jouer rien qu'une fois.» Il a donc décidé d'aller aux courses et pensait que la meilleure chose à faire, c'était d'aller visiter les écuries. Il avait entendu dire à travers les branches que c'était ainsi qu'on pouvait obtenir un bon tuyau.

Le voilà qu'il voit un prêtre suivre très attentivement un des chevaux dans la course. Il s'est dit: «Tiens, tiens, voilà le tuyau que je cherchais.» Il a parié sur ce cheval, qui est arrivé le dernier.

Il s'est dit que c'était bien fait pour lui car il n'aurait jamais dû jouer. Un peu plus tard, il a rencontré par hasard le même prêtre et lui a raconté son aventure. Le prêtre s'est mis à rire et a dit: «L'ennui avec vous, les ministres de l'Église unie, c'est que vous ne savez pas la différence entre la bénédiction et les derniers sacrements.»

Monsieur le Président, je dirais que le gouvernement actuel ne sait pas quand il faut administrer les derniers sacrements.

M. René Soetens (Ontario): Monsieur le Président, j'ai jugé bon de répondre sur deux points.

Manifestement, il y a eu certaines réactions au sujet de ce que j'ai dit relativement aux dispositions du budget qui étaient bonnes pour l'Ontario. Je ne reviens absolument pas sur mes déclarations.

Qu'il me suffise de dire que certaines de ces dispositions budgétaires tiennent compte d'observations non seulement de députés de l'opposition, mais également de la population en général au sujet des problèmes du secteur de la fabrication en Ontario; je suis donc heureux de voir qu'en fait, le gouvernement, dans son budget, a reconnu que certains problèmes se posaient et que nous prenons des mesures concrètes là où nous le pouvons, afin de résoudre certains d'entre eux.

L'autre point que je voulais soulever, c'est la question des transferts à la Saskatchewan, car le député qui vient d'intervenir a déclaré que nos transferts à cette province n'avaient pas suivi le rythme de l'inflation. Or, de 1984-1985 à la présente année financière, nos transferts à la Saskatchewan ont augmenté de 89 p. 100. Cela équivaut à un taux de croissance annuel de 8,3 p. 100 et si le député prend la peine d'examiner les statistiques, il